

## FAITS SAILLANTS

- 4,3 millions de personnes en insécurité alimentaire dès juin.
- Le nombre d'enfants à risque de malnutrition aiguë est revu à la hausse.
- Nouveaux déplacements de personnes enregistrés à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
- Plus de 70 incidents sécuritaires affectant les humanitaires enregistrés depuis le début de l'année.
- L'appel de fonds humanitaire financé qu'à 17 pour cent dans un contexte où les besoins humanitaires se sont accrus.

## CHIFFRES CLES

# de pers. déplacées internes (Gouvernement 6 mai)	51 795
# de réfugiés maliens (HCR avril 2018)	137 697
# pers. retournées (Direction nationale du développement social 18 avril 2018)	526 505
# d'enfants déscolarisés dans les zones affectées par l'insécurité (Cluster éducation)	190 000

## FINANCEMENTS

**263 millions**  
Fonds requis (USD) 2018

**17%**  
Taux de financement



Crédit: PAM

## Au sommaire

Insécurité alimentaire P.1

Malnutrition P.2

Déplacements de population P.3

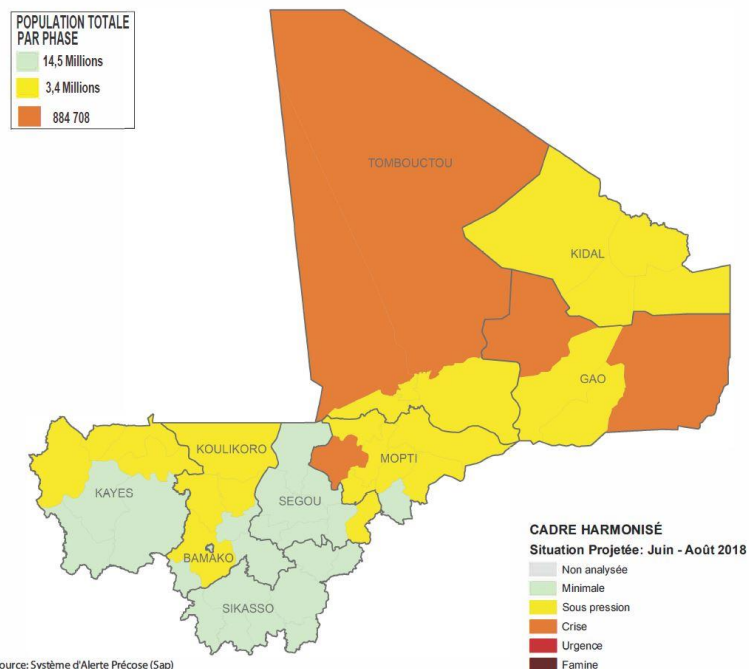
Sécurité et accès P.4

Mobilisation des ressources P.5

## Plus d'un Malien sur quatre en insécurité alimentaire durant la période de soudure

### Hausse de la population en insécurité alimentaire durant la période de soudure

Durant la période de soudure qui s'étale de juin à août 2018, plus de 4,3 millions de personnes<sup>1</sup>, soit plus d'un Malien sur quatre, seront en insécurité alimentaire et auront besoin d'aide humanitaire selon l'analyse régionale de la situation de l'insécurité alimentaire -cadre harmonisé- de mars 2018. Parmi ces personnes, près de 885 000 seront en phase de crise (ou phase 3) et environ 48 000 en phase d'urgence (ou phase 4)<sup>2</sup>. Par ailleurs, le cadre harmonisé estime à plus de 3,4 millions la population sous pression et qui pourrait basculer dans la phase de crise en cas de chocs affectant leurs moyens de subsistance. Comparée à la période de soudure de l'année dernière, la population en insécurité alimentaire (phases 3 et 4) connaîtra une hausse de plus de 300 000 personnes cette année.



<sup>1</sup> Ce chiffre correspond à la somme de la population en phase de crise (885 000), en phase d'urgence (48 000) et sous pression (3,4 millions).

<sup>2</sup> Les populations en situation d'urgence ne sont pas représentées dans la carte ci-dessus. Elles sont localisées majoritairement dans quatre cercles : Tenenkou 22 pour cent (région de Mopti), Kolokani 13 pour cent (région de Koulikoro), Bourem 10 pour cent (région de Gao) et Tombouctou 10 pour cent.

Pour rappel, quelque 387 000 personnes sont en insécurité alimentaire (phase de crise et phase d'urgence) durant la période courante qui couvre les mois de mars, avril et mai 2018.

### Des ressources très limitées pour la réponse

Selon les informations recueillies par le système de suivi financier (fts), les projets du plan de réponse humanitaire (PRH) couvrant le secteur de la sécurité alimentaire sont, à ce jour, financé à hauteur de six pour cent, soit six millions de dollars mobilisés sur une requête de 103 millions. Toutefois, 25 millions de dollars ont été alloués à ce secteur pour des projets ne figurant pas dans le PRH.

L'assistance apportée aux personnes en insécurité alimentaire et aux producteurs agropastoraux reste insuffisante au regard de l'urgence de la réponse et de l'ampleur des besoins identifiés. Davantage de ressources sont nécessaires immédiatement pour éviter que la situation alimentaire et agropastorale ne devienne encore plus alarmante.

## Augmentation du nombre d'enfants à risque de malnutrition

Le Ministère de la santé, en collaboration avec le cluster nutrition, a revu à la hausse le nombre d'enfants à risque de malnutrition aiguë<sup>3</sup> pour des raisons liées, entre autres, à la détérioration de la situation alimentaire dans certaines localités. Ainsi les cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) attendus pour 2018 sont passés au niveau national de près de 163 000 au début de l'année à 274 000 et les cas attendus de malnutrition aiguë modérée (MAM) de 470 000 à 582 000.

A l'échelle nationale, le taux de MAS de 2,6 pour cent reste au-dessus au seuil d'urgence tandis que le taux de malnutrition aiguë globale de 10,7 pour cent dépasse le seuil d'alerte.

Outre l'insécurité alimentaire, les causes sous-jacentes de la malnutrition sont nombreuses et liées à des défis tels que l'accès limité aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) adéquats, aux soins de santé, à une alimentation de qualité et à l'éducation.

Le manque d'infrastructures et d'équipements appropriés en EHA combiné aux pratiques nutritionnelles et hygiéniques inadéquates contribuent à augmenter les taux de malnutrition particulièrement dans les régions du nord (Tombouctou, Gao, Taoudénit) et du centre (Mopti) affectées par la crise sécuritaire depuis 2012.

Pour inverser la tendance à la persistance de la malnutrition, les autorités sanitaires et les partenaires humanitaires ont mis en place une approche visant à répondre aux besoins nutritionnels et à s'attaquer à ses causes profondes. Ainsi, grâce à un financement du fonds central d'intervention d'urgence (CERF), la réponse aux crises nutritionnelles récurrentes se fait à travers la sécurisation d'intrants vitaux pour le traitement de la MAS, tout en mettant à l'échelle des activités de prévention telles que la promotion de l'hygiène et des bonnes pratiques d'alimentation dans les régions de Mopti, de Tombouctou et de Taoudénit. Cette approche permet de rompre le cercle vicieux diarrhées-malabsorption-malnutrition. Elle consiste à mettre en place un paquet minimum d'activités en EHA dans les structures sanitaires et d'accompagner le couple mère-enfant avec un kit d'hygiène et des messages ciblés.



Gao, Mali, août 2017 : Abdrahamane Kalil, 18 mois, atteint de malnutrition sévère, est pris en charge grâce aux intrants Plumpy nut mis à disposition par l'UNICEF. Crédit : UNICEF/Mali

*Dans la région de Tombouctou, le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 15,7 pour cent et le taux de MAS de 2,1 pour cent dépassent tous les deux les seuils d'urgence établis par l'OMS à 15 pour cent pour la MAG et à 2 pour cent pour la MAS.*

<sup>3</sup> Il s'agit des enfants de 6 à 59 mois.

## De nouveaux déplacements de personnes continuent d'être enregistrés

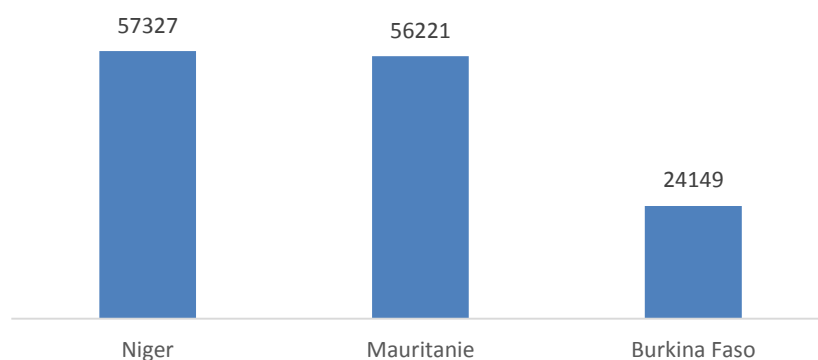
### 3 000 nouveaux arrivants au Burkina Faso

Entre mi-février et début avril 2018, les affrontements intercommunautaires ont forcé environ 3 000 personnes à fuir le cercle de Koro dans la région de Mopti vers le Burkina Faso. Selon l'UNHCR, les nouveaux arrivants au Burkina Faso sont composés de 2 000 Maliens et 1 000 Burkinabés qui vivaient au Mali depuis de nombreuses années. Ils s'ajoutent aux 24 000 réfugiés maliens ayant déjà trouvé refuge au Burkina Faso depuis 2012. Comme beaucoup ont peur de voyager par la route, par crainte des enlèvements et des meurtres, ils sont arrivés au Burkina Faso via des postes frontaliers non officiels, à pied ou en voiture selon l'UNHCR. Le nombre de réfugiés maliens fuyant les violences dans le nord et le centre du pays a connu son point culminant en mai 2017 avec plus de 144 000 maliens dans les pays voisins (source [UNHCR](#)). En fin avril, ils étaient estimés à plus de 137 000 par le HCR selon la répartition présentée ci-dessous.

*Le contexte des déplacements au Mali demeure complexe avec la combinaison de mouvements de retour et de nouveaux déplacements. Toutefois, si les retours observés sont définitifs pour certains, pour d'autres, il s'agit de mouvements pendulaires avec des allers-retours entre le lieu de déplacement et le lieu d'origine.*

### Répartition des réfugiés maliens dans les pays voisins

(UNHCR: 30 avril 2018)

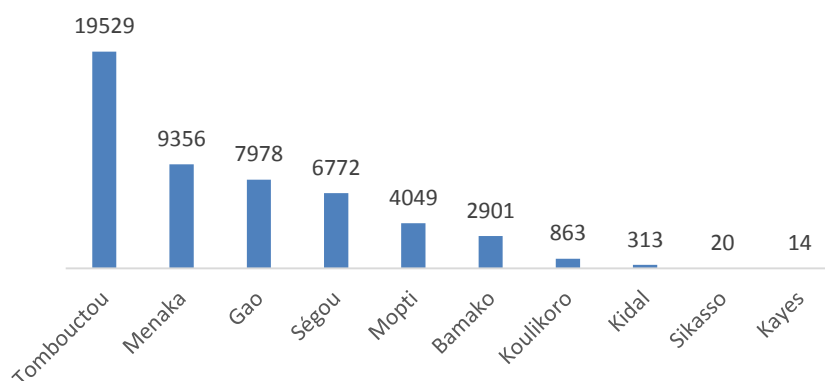


### Mopti : Près de 1 500 nouvelles personnes déplacées internes (PDI) depuis avril

Selon la Direction nationale du développement social, une légère hausse du nombre de PDI est observée à la suite de la dégradation de la situation sécuritaire dans le centre du pays. Leur nombre est passé de 50 311 en mars 2018 à 51 795 individus au 6 mai. Ainsi du 1<sup>er</sup> avril au 6 mai 2018, une augmentation de 1 484 personnes déplacées (une augmentation de 3 pour cent) a été constatée dans la région de Mopti.

### Répartition des PDI par région

Source: Direction nationale du développement social au 6 mai 2018



## Afflux de migrants à Gao

Depuis le 10 avril, 1 135 migrants dont 9 femmes, 18 mineurs non accompagnés et 12 mineurs accompagnés sont entrés au Mali par Inkhalid, dans la région de Kidal, à la frontière au sud de l'Algérie. Ces groupes étaient composés de Maliens, Guinéens, Nigériens, Ivoiriens, Sénégalais, Burkinabés, Gambiens, Béninois, Bissau-Guinéens, Mauritaniens, Libériens, Nigériens, Camerounais, Togolais, Ghanéens et Sierra Léonais. Ils ont été accueillis et assistés à Gao par l'OIM, la Direction de la protection civile, la Croix Rouge malienne et l'UNICEF. Ils ont bénéficié d'une assistance multiforme immédiate (accueil, profilage, eau, hygiène assainissement, nourriture, hébergement, articles non alimentaires et soins de santé)



Gao, Mali, avril 2018 : Dans la cour de la maison du migrant, une jeune femme avec son bébé de deux semaines. Crédit : OCHA S. Ba

jusqu'à leur transfert par bus au Centre de Transit de la Direction de la protection civile de Sogoniko, à Bamako et ensuite dans leur localité d'origine ou résidence habituelle, en concertation avec les services gouvernementaux pour les maliens et les représentations diplomatiques pour les étrangers. Au 8 mai, 1 035 d'entre eux ont regagné Bamako tandis que 262 ont pu retourner dans leurs pays d'origine ou résidence habituelle selon l'OIM qui estime que la tendance des flux de migrants pourrait se poursuivre avec des vagues plus importantes à Gao dans les prochains jours.

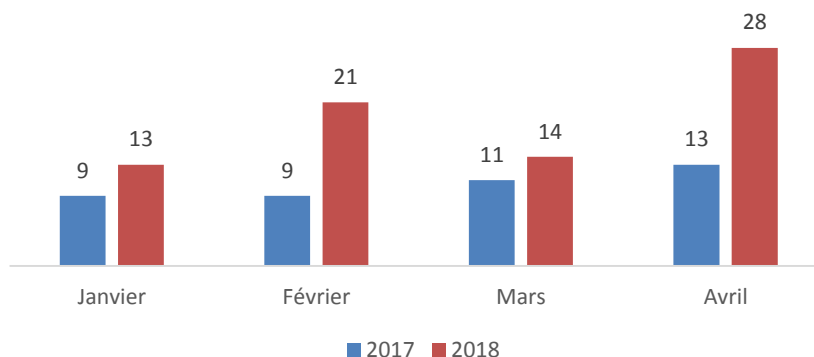
## Tendance continue à la hausse des incidents Sécuritaires

Le nord et le centre du pays continuent d'être le foyer de tensions intercommunautaires et d'activités d'hommes armés affectant l'accès humanitaire et la protection des civils. Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril, 76 incidents sécuritaires touchant les humanitaires ont été enregistrés dans cette partie du pays contre 42 à la même période en 2017.

*En mars, un travailleur humanitaire a été tué à Ségou et trois agents d'une ONG kidnappés à Mopti pendant plusieurs jours avant d'être relâchés.*

*Ces actes ainsi que les autres incidents sécuritaires affectant les civils sont de graves violations des principes humanitaires qui protègent les civils qui ne doivent être pris en aucun cas pour des cibles par les parties aux conflits.*

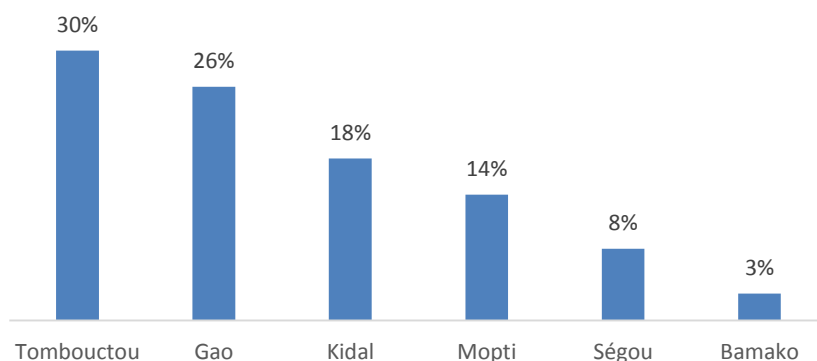
Incidents sécuritaires affectant les humanitaires  
Comparaison des périodes janvier-avril 2017 vs 2018



Les cas de braquages de véhicules constituent 25 pour cent des incidents rapportés depuis le début de l'année. En outre, la prolifération de la pose des mines et engins explosifs improvisés constitue une menace permanente et un frein à l'accès humanitaire avec des risques de dommages importants sur les civils.

L'accès aux services sociaux de base déjà très limité est rendu plus difficile par les attaques ciblant les établissements scolaires et les structures sanitaires. En avril, des individus armés non identifiés ont brûlé une école dans la région de Mopti ainsi qu'une autre école et un centre de santé dans la région de Koulikoro. La majorité des incidents est signalée dans la région de Tombouctou, suivie par Gao et Kidal.

Répartition des incidents par région  
(1er au 30 avril 2018)



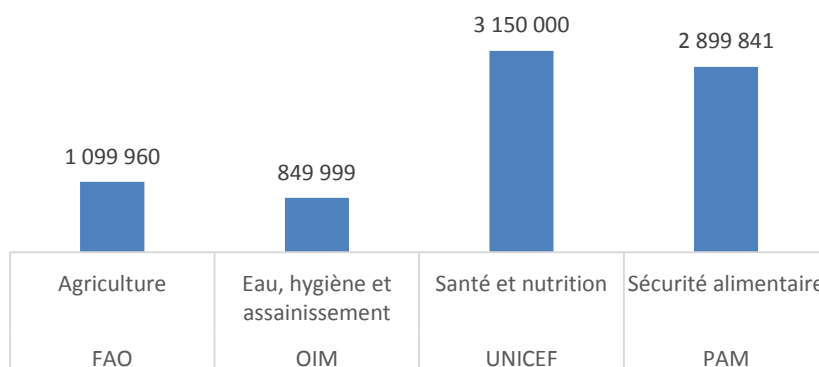
En dépit de la volatilité du contexte sécuritaire, les acteurs humanitaires continuent de fournir une aide humanitaire reposant sur l'acceptation de la communauté et le partenariat avec les ONG locales pour accéder aux personnes affectées où qu'elles se trouvent. Par ailleurs, les négociations avec les groupes armés non étatiques ont aidé à faire accepter et évaluer les zones difficiles à atteindre.

## Le CERF alloue 8 millions de dollars au Mali

Le Fonds central d'interventions d'urgence (**CERF** en anglais) des Nations Unies a attribué près de huit millions de dollars au Mali pour assister les personnes touchées par la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans le contexte actuel de crise agropastorale et pour faciliter l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement aux personnes déplacées internes, aux retournés et aux communautés hôtes.

Cette contribution provient de la fenêtre destinée à soutenir les urgences sous-financées du CERF qui permet de démarrer les projets visant à sauver des vies en attendant que d'autres ressources soient mobilisées. La FAO, le PAM, l'UNICEF et l'OIM sont les organisations bénéficiaires de cette subvention destinée à l'exécution de quatre projets qui seront mis en œuvre en collaboration avec leurs partenaires d'exécution. La répartition par secteur et par organisation est présentée dans le graphique ci-dessous.

Répartition de l'allocation du CERF par secteur et par  
agence  
(en \$ américains)





Les fonds du CERF alloués au Mali ont connu une augmentation de presque 16 pour cent par rapport à 2017, où 6,9 millions de dollars étaient débloqués pour soutenir des programmes d'aide aux populations dans les zones touchées par le conflit dans le nord et le centre du pays. Les financements alloués par le CERF représentent 18 pour cent des fonds mobilisés au 8 mai 2018. Depuis l'éclatement du conflit dans le nord en 2012, le CERF a contribué pour près de 60 millions de dollars à l'aide humanitaire apportée au Mali.

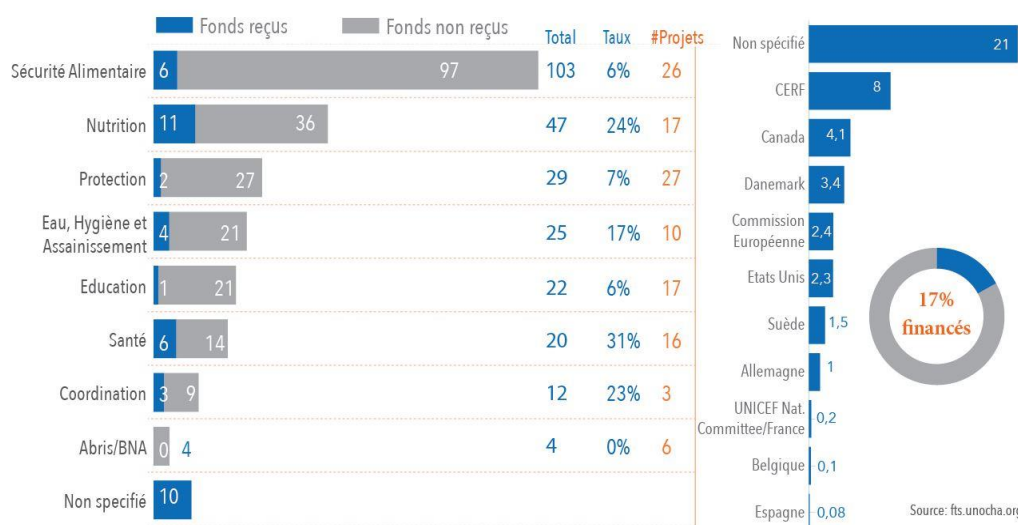
## Des besoins humanitaires croissants, des fonds limités

Au 7 mai, seuls 44 millions de dollars<sup>4</sup>, soit 17 pour cent de financement, ont été mobilisés sur la requête 263 millions de dollars lancée par la communauté humanitaire au début de l'année.

Le faible niveau de financement contraste avec l'accroissement des besoins humanitaires observés dans le pays notamment dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la malnutrition où le nombre de personnes dans le besoin a connu une nette augmentation. Actuellement, sur les sept secteurs de l'assistance humanitaire intégrés dans le plan de réponse humanitaire deux (santé 30 pour cent et nutrition 24 pour cent) sont financés entre 20 et 30 pour cent, un secteur (EHA 16 pour cent) entre 10 et 20 pour cent et quatre entre 0 et 10 pour cent (abris et biens non alimentaires 0 pour cent, éducation 5 pour cent, protection 6 pour cent, sécurité alimentaire 6 pour cent).

### FINANCEMENT PRH 2018 ET CONTRIBUTIONS PAR BAILLEUR AU 7 MAI 2018 (millions \$US)

**\$ 263 millions** demandés (US\$)    **41 organisations** ayant soumis des projets    **\$ 44 millions** reçus (US\$)    **8 millions (US\$)**; contribution CERF soit 18% du montant obtenu



Au total, 29 millions de dollars ont été alloués à des projets humanitaires non inclus dans le plan de réponse humanitaire.

## En bref

### Une experte en genre appuie l'équipe humanitaire pays

Une spécialiste des questions liées au genre recrutée, par l'ONU-Femmes, apporte un soutien technique à l'Equipe Humanitaire Pays depuis mars 2018. Sa mission consiste à s'assurer que les besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons sont pris en compte dans le cycle de programmation humanitaire notamment dans la planification, la mise en œuvre ainsi que le suivi et l'évaluation de la réponse. Elle anime des sessions de sensibilisation sur le respect de la dimension genre dans les

<sup>4</sup> Ce financement inclut les 8 millions de dollars du CERF.

situations d'urgence au profit des acteurs humanitaires mais également des forces militaires. Les activités de la spécialiste en genre s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat inter-agences opérationnel à travers le Programme « *Femmes, Paix et Sécurité* » d'ONU-Femmes et OCHA avec comme but ultime d'appliquer et de consolider les normes et standards genre dans la réponse humanitaire au Mali.



Bamako, Mali, avril 2018 : Animation du module « Genre et assistance humanitaire » pour des stagiaires civils et militaires de l'Ecole de Maintien de la Paix. Crédit : O. Ousmane/EMP

### Chiffres clés des réalisations des acteurs de la lutte antimines depuis 2013



**2 714 restes explosifs de guerre** détruits dans le centre et le nord du pays



**4 347 170 mètres carrés** de terres dépolluées et remises à disposition



**341 tonnes de munitions** obsolètes détruites



**Plus d'1,3 million de civils** sensibilisés aux risques posés par les engins explosifs



**320 victimes et survivants d'incidents explosifs et de petit calibre**, ayant bénéficié de soutien médical, psychosocial et socio-économique



**Plus de 110 armureries et zones de stockage de munitions** réhabilitées en soutien aux autorités maliennes

Source: UNMAS Mali 30 mars 2018

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Ute Kollies**, Chef de Bureau, [kollies@un.org](mailto:kollies@un.org)

**Katy Thiam**, Chargée de l'Information Publique et du Plaidoyer, [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org), Tél. (+223) 75 99 57 61

**James Steel**, Chargé de la Gestion de l'Information, [steel@un.org](mailto:steel@un.org), Tél. (+223) 75 99 32 02

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)